

Les mille sources de la Colère

MAI 2012

Adresse aux agents des Finances Publiques

Partout en Europe les peuples se mobilisent contre les plans d'austérité dictés par la troïka (FMI, Union Européenne, banque centrale européenne) et pris au nom des intérêts des marchés financiers .

Le monde du travail ne veut plus payer les effets d'une crise dont il n'est pas responsable.

En France, le 6 mai dernier, une majorité de citoyens a décidé de mettre fin à l'entreprise de destruction sociale, de division et de discrimination menée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Le désaveu porte l'exigence d'une autre politique ayant pour objectif la satisfaction des besoins sociaux reposant sur une autre répartition des richesses. Elle implique des décisions rapides attendues par des millions de salariés. Elle concerne notamment le pouvoir d'achat, l'emploi, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein, les services publics.

Dans cette situation nouvelle, créée en bonne partie par les mobilisations sociales auxquelles la CGT a largement contribué, **les agents de notre administration comme l'ensemble des salariés, ne doivent s'en remettre à aucun attentisme.** En effet, les marchés financiers, le patronat, et les forces politiques qui les servent en Europe et en France combattront pied à pied les mesures de progrès social qui toucheraient à leurs profits et à leurs dividendes.

Il est donc essentiel que de nouvelles mobilisations soient mises en perspective pour gagner sur les revendications. Il est tout aussi important que le nouveau Président de la République donne rapidement des signes concrets de ses engagements de changement et de justice. En priorité, le nouveau gouvernement doit mettre un terme à la RGPP, à la casse de l'emploi, au démantèlement des services publics, impulser une nouvelle politique salariale, abroger les mesures anti-sociales entérinées dans la dernière période.

A la DGFIP, sur le plan national comme au plan local, cela nous autorise à réitérer auprès des nouveaux interlocuteurs politiques notre exigence d'arrêt des réformes, d'établissement d'un réel bilan contradictoire sur la fusion et d'ouverture immédiate des négociations sur l'ensemble des contentieux revendicatifs. Des mesures concrètes sont à prendre immédiatement :

- ↺ Arrêt des suppressions d'emplois et comblement des postes vacants,
- ↺ Arrêt des licenciements et plan de titularisation des personnels non titulaires,
- ↺ Revalorisation du point d'indice,
- ↺ Suppression du jour de carence,
- ↺ Accès automatique au 8ème échelon de la catégorie C,
- ↺ Abrogation de l'amendement Lamassoure portant atteinte au droit de grève,
- ↺ Abandon de la Prime de fonction et de résultats et de la réforme sur l'évaluation,
- ↺ Abandon du projet de corps interministériel des informaticiens.

La CGT Finances publiques affirme sa volonté d'unité pour créer les conditions du rapport de force le plus élevé afin de gagner sur ces revendications. La CGT Finances publiques appelle les agents à se mobiliser, à se syndiquer à la CGT afin de se donner les moyens d'une intervention efficace pour de nouvelles conquêtes sociales.

Les wc étaient bouchés de l'intérieur.

Les agents du centre des finances publiques de Brive, plus particulièrement ceux du rez-de-chaussée, subissent les désagréments causés par des toilettes hors-service. L'affaire pourrait paraître anodine mais comme le problème persiste depuis plusieurs mois et que personne ne trouve de solution, l'exaspération est grandissante. Les dernières nouvelles du front (du siège ?...) ne vont calmer personne : d'après la hiérarchie locale, les racines du mal viendraient du petit personnel qui ne saurait même pas se servir de l'ustensile. Il n'y a qu'une solution pour sortir de l'impasse : mettre en place un DPA (Diagnostic Pompe Aspiration). Et si ça ne suffit pas, il faudra saisir la formation professionnelle ! On pourrait proposer à tous les agents de catégorie C de Brive un stage intitulé « *Du bon usage du trône quand on est faiblement rémunéré* ». Nous proposons moins coûteux et beaucoup plus simple : imposer à la hiérarchie locale le stage « *ce n'est pas parce que je suis bien mieux rémunéré(e) que mes agents que je dois les mépriser* ». Restera plus qu'à déboucher le machin, on aurait bien un nom à proposer.....

Démotivés

Selon une enquête réalisée par Ipsos et Logica dans l'hexagone et cinq pays voisins, les salariés français sont « *recordmen de la démotivation en Europe* ». Les fonctionnaires et les cadres sont en première ligne. Tous salariés confondus, le manque de reconnaissance, une rémunération jugée trop faible et une charge de travail trop lourde restent les principaux griefs mis en avant.

Vacataires : l'état pas exemplaire.

Le système est inique : lorsqu'un vacataire a assez travaillé, c'est la dernière administration qui l'a employé qui doit lui verser des indemnités de chômage. Pour contourner cette règle stupide, la DGFIP et les autres administrations ont trouvé une parade : ne jamais embaucher un vacataire qui pourrait prétendre, par ses contrats passés à cette indemnisation. La conséquence est simple : quand on est un travailleur précaire qui travaille pour l'état, on ne peut jamais percevoir de chômage. L'état se soustrait donc de fait à une obligation qu'il impose aux entreprises privées : le bel exemple. Pourtant des solutions existent à l'instar de ce qui a été instauré dans l'Education nationale (grand pourvoyeur d'emplois précaires) où un accord a été établi avec Pôle emploi pour qu'à la fin des contrats

des vacataires, ces derniers puissent être indemnisés.

Allo y a quelqu'un ?

C'est tous les ans pareil ; quand approche Noël, on cherche partout le carton avec les boules et les guirlandes... A Brive, quand on voit poindre le début de la campagne d'impôt sur le revenu, on se demande où a-t-on pu ranger les téléphones du CRT (Centre de Renseignement Téléphonique) ? Comme dans les vieux couples, on s'engueule, on s'accuse mutuellement de les avoir rangés dans un endroit incongru mais rien n'y fait, les téléphones ne refont pas surface. hypothèse : ne seraient-ils pas la cause du bouchage des WC du rez-de-chaussée ? C'est la question qu'aurait pu se poser Hercule Poirot.

Et c'est à ce genre de petit détail que l'on se rend compte à quel point il nous manque. Avec son flair légendaire, en 5 minutes d'enquête, les téléphones auraient été retrouvés sains et saufs.

Confusion sémantique : dialogue ou information

Pour la énième fois, N°1 et son équipe viennent de nous apporter la preuve que le dialogue avec les représentants du personnel (et donc avec les personnels eux-mêmes) était la dernière de leurs préoccupations. S'ils ont bien convoqué un Comité Technique pour présenter le dispositif mis en place pour recevoir le public pendant la campagne d'impôt sur le revenu, ils l'ont programmé après qu'elle ait commencé. L'avis des personnels sur cette campagne ? Aux « chiottes » (ah, encore une hypothèse ?!). De toute façon, les personnels des SIP sont de moins en moins nombreux pour en faire toujours plus : qu'ils se débrouillent pour atteindre les objectifs fixés. On saura se faire menaçant dans le cas contraire. Oubliez vos congés ! Oubliez vos conditions de travail, courbez l'échine, telle est la devise ! Le reste n'est que sourire de façade et comité technique que l'on ne réunit que parce que la réglementation l'impose.

Fiscalité

La période est éminemment propice aux discussions sur la fiscalité. Comment rendre l'impôt plus juste et plus efficace socialement et économiquement ? La fédération CGT des Finances a mobilisé ses experts pour rédiger un document grand public consultable sur : www.finances.cgt.fr/spip.php?article1383. Vous pouvez également consulter le site de la CGT dédié à la fiscalité : www.justicefiscale.fr

